Joachim Bruhn

De l'antisémitisme à l'antisionisme

Tout le monde parle de « sionisme » à la place de nationalisme israélien. Que penser du sionisme et de l'antisionisme à la lumière d'une conception matérialiste de la nation ? Et pourquoi est-il correct d'affirmer que l'antisionisme n'est que la déclinaison de gauche de l'antisémitisme ?

1 – Pour une critique de l'État, contre l'antisionisme

Ce que l'ONU, sous la pression du camp arabe et soviétique, a condamné en 1975 comme « l'essence raciste du sionisme » constitue l'essence même de l'État : homogénéité et homogénéisation des individus pour former le *peuple* d'un État et, par conséquent, le matériau de la domination. L'antisionisme, cependant, fait preuve d'un manque d'intérêt particulier mais révélateur pour ce processus unique de constitution *ex nihilo* d'un pouvoir d'État civil, ce rattrapage sans précédent dans l'histoire de l'État. Dans un laps de temps très court, la fondation d'Israël a mené à bien le processus d'accumulation primitive, qui avait duré plus de 200 ans en Europe, sur la population arabe autochtone. Elle n'a cependant pas tenté de compenser par l'industrialisation les agriculteurs de subsistance libérés au cours de la capitalisation agricole. Pour cette raison, la fondation d'Israël apparaît au philosémite bourgeois comme un miracle sans précédent et à l'antisioniste de gauche comme une pure cruauté. Cependant, dans leur révérence nationaliste germano-allemande ou leur aversion stalinienne outragée, ces critiques d'Israël n'ont rien d'autre à l'esprit que leur illusion autoréférentielle du bon État, qu'il soit nationaliste ou socialiste.

L' « artificialité de l'entité sioniste », que l'antisionisme déplore tant à propos d'Israël, réside précisément dans le fait que l'État juif ne revendique pas la fausse naturalité et la pseudo-origine *ab ovo* qui, en Europe, ont servi de rideau de fumée à la transformation de l'absolutisme en État civil.

Sous le charme du slogan idéaliste du « droit à l'autodétermination », les antisionistes traitent la question de la constitution de l'État comme le fait toute théorie de la constitutionnalité et de l'État : comme un problème de morale et de droits.

Ils préfèrent parler de la question cruciale de savoir si les Juifs constituent vraiment un *Volk*[1] et peuvent, par conséquent, revendiquer des droits nationaux. Ils recyclent continuellement les critères de ce qui constitue un *peuple*, mais n'abordent jamais la réponse, à savoir que l'unité politique d'un *peuple* ne découle nullement de la langue, de la culture, de l'histoire ou d'autres facteurs similaires, mais plutôt de l'établissement d'un centre politique capable de fixer et d'affirmer des frontières. Les critères que le nationalisme établit pour fonder l'existence d'un *peuple*, tant dans sa disposition de gauche que dans sa disposition de droite, sont des illustrations arbitraires d'un pouvoir souverain déjà établi ou d'un mouvement désireux de fonder un État.

En tant que mouvement de libération nationale des Juifs, le sionisme est confronté au dilemme de devoir (se) constituer, plus précisément d'avoir à vouloir que les les Juifs existent en tant que *peuple* et en tant que base du pouvoir légitime de l'État. C'est-à-dire de produire un *peuple* dont le point commun positif, au début du XXe siècle – à l'exception de quelques vestiges de tradition religieuse – n'existait que dans la négativité des persécutions communes passées, présentes et futures. La communauté des Juifs en tant que *peuple* ne pouvait pas être déduite de leur unité incontestable en tant que base du partage d'une foi commune. La raison objective de leur unité en tant que communauté des persécutés

restait nécessairement cachée aux Juifs, qu'ils s'organisent en assimilationnistes bourgeois ou prolétariens, ou encore en nationalistes civiques ou socialistes.

2 – Mérite et dilemme du sionisme

Theodor Herzl et les pères fondateurs du mouvement sioniste avaient mieux anticipé la virulence de l'antisémitisme que le prétendu socialisme scientifique. Le paradoxe de se faire persécuter sans en connaitre la raison, la contradiction logique d'être mis au centre de l'agression sociale sans être coupable, l'absurdité du fait que les sociétés occidentales capitalistes tout comme les sociétés orientales semi-asiatiques, bien que pour des raisons différentes, se préparaient à une frappe préventive que rien dans l'existence juive n'invitait, incitait ou justifiait : ce phénomène objectif absurde demeurait pour les Juifs impossible de saisir. Cependant, réaliser que le capital et l'État traitent les contradictions de leurs rouages les plus intimes de manière fausse, mais fiable, par le biais de l'antisémitisme, n'aurait pas du tout été utile aux Juifs.

Le socialisme soi-disant scientifique, en revanche, qui, après tout, expliquait correctement la haine contre les Juifs comme un problème « socialement constitué » qui « ne pouvait être aboli que socialement », est toujours resté bien en deçà du niveau pratique du sionisme, qui interprétait faussement l'antisémitisme comme un fait éternel relevant de l'anthropologie et par là incurable. Ce faux pronostic du sionisme a résisté à l'épreuve du temps comme aucun autre pronostic nationaliste dans la mesure où l'antisémitisme, tout en étant loin d'être éternel en soi, tend à être éternisé par la société capitaliste mondiale. « Le Juif » est une projection de la société bourgeoise. Cette dernière tente de surmonter son antagonisme en y substituant la persécution du « Juif ».

La critique de tous les mouvements de libération nationale vise également le sionisme, mais sous une forme qui doit réfléchir à la configuration sociale de la question antisémite. Toute critique du sionisme en tant que nationalisme israélien doit considérer qu'il n'est pas sincère de dénoncer joyeusement la seule réaction qui restait aux Juifs après la faillite des Lumières bourgeoises et l'échec de la révolution mondiale prolétarienne. Le sionisme est la mauvaise réponse à l'antisémitisme qui, avec le recul, s'est révélée être la seule réponse provisoirement adéquate dans l'histoire. En revanche, la seule bonne réponse – la révolution pour une société sans État et sans classes – a été humiliée par le stalinisme au point d'être réduite à une utopie irréaliste de quelques farfelus marginaux.

De ce point de vue, Israël est le seul moyen de légitime défense disponible contre l'antisémitisme mondial endémique – même s'il ne s'agit pas d'un rempart final. Le droit de chaque Juif à la citoyenneté israélienne est loin de résoudre la question antisémite. Il s'agit cependant d'une réalisation historique de premier ordre, du moins dans un monde d'États-nations où, comme le prouvent les destins des apatrides, être humain ne signifie pas grand-chose alors qu'être citoyen d'un État signifie au moins quelque chose. C'est précisément parce que l'affirmation selon laquelle les Juifs ne sont qu'un groupe religieux et, de ce fait, rien d'autre que des citoyens de leurs États respectifs, a depuis longtemps été réfutée par l'histoire – et plus récemment, par tous les moyens dont disposaient la *Volksgemeinschaft* allemande[2] – que l'existence d'Israël est indispensable.

3 – La gauche et la Volksgemeinschaft

Parce qu'après Auschwitz, l'antisémitisme moderne est contraint d'apparaître sous forme de l'antisionisme, Israël, le *Judenstaat* (« État-juif »), devient la surface de l'habituelle projection antisémite. Il forme la toile idéale aussi bien pour les cauchemars bourgeois que pour les cauchemars

alternatifs de gauche, surtout en Allemagne. Ce que ces cauchemars désirent en réalité eux-mêmes, mais dont ils s'avèrent actuellement incapables, apparait par insinuation comme constituant l'intention et l'action des Israéliens. Ce n'est que dans ce contexte que l'on peut comprendre la suggestion insistante selon laquelle les Israéliens se considèrent comme le « *peuple* élu » et les sauveurs potentiels du monde – il s'agit d'une envie de leurs avantages supposés. Les Juifs seraient ceux qui nient l'égalité. Ce qui ressort de la dénonciation des Juifs comme élitistes, arrogants – en bref : ennemis du *peuple* – et plus égaux que les autres, c'est la perception qu'ont leurs accusateurs d'être appelés à des choses plus élevées et de ne plus vouloir voir leur lumière mise sous le boisseau.

Dans l'imagination de l'antisémite, les Juifs ont ce qu'il veut avoir et sont ceux qui l'empêchent d'y parvenir : des liens du sang plus épais que l'eau, l'identité nationale, la communauté en tant que *peuple*, l'unité incontestable comme caractéristique naturelle et raciale, la synthèse de l'individu et de la société au-delà de la concurrence et de l'envie généralisées. Les individus atomisés, socialement démunis de la Raison et renvoyés à leur simple intellect, aspirent à la disparition et à fusionner dans une collectivité répressive qui pourra enfin apporter sérénité, ordre et une vision d'ensemble. Ce qui constitue un obstacle ou une opposition à ce désir est projeté sur l'essence même de la judéité, dont on ne peut s'émanciper que par son extermination.

En plus de cette projection, des illusions de persécution surgissent, l'expression politique de la paranoïa. Ceux qui ont une peur hallucinatoire de leur propre annihilation imminente ne manqueront pas de raisons de se défendre. Pour eux, les Juifs constituent « l'anti-race » (Hitler) et leur entité étatique forme l'antithèse d'un État propre. L'antisémitisme moderne n'existe pas en dépit, mais précisément à cause d'Auschwitz : il ne pardonnera aux Juifs ni Auschwitz ni d'avoir volé aux Allemands leur *Volksgemeinschaft*.

Ainsi, le « sionisme », tel que le terme est utilisé par les « antisionistes » allemands, constitue plus qu'un simple nom pour le nationalisme juif avant la fondation d'Israël et pour le nationalisme israélien après. Quand la gauche israélienne nomme « antisionisme » sa critique du nationalisme de la société israélienne et de son État, l'expression n'est qu'une dénomination habituelle pour désigner cette critique. En Allemagne – et parmi les amis internationaux du *peuple* homogène – l' « antisionisme » est généralement un indice d'une projection et, par conséquent, pas une simple dénomination pour ce qui pourrait être appelé différemment. Ainsi, l'« antisionisme » forme bien plus un langage chiffré et un code. Il y a une résonance et un sens discret de ce que la gauche pense et ressent mais que seule la droite ose dire publiquement. Pourquoi les gauchistes se sont-ils même distancés de l'*Antizionistische Aktion* de Michael Kühnen[3], alors qu'ils n'ont jamais critiqué l'antisionisme lui-même et qu'ils prétendent eux-mêmes que les juifs sionistes nourrissent l'obsession religieuse du pouvoir d'un « *peuple* élu » au lieu de se conformer à une simple raison d'État ?

Comprendre le sionisme comme le mouvement de libération nationale juif et, par la suite, comme une dénomination du nationalisme israélien qui ne peut être employée en Allemagne, constitue une condition préalable à toute discussion.

–

Publié initialement dans *Jungle World*, 32, 1997 et republié sur le site des éditions Ça Ira, https://www.ca-ira.net/verein/positionen-und-texte/joachim-bruhn-vom-antizionismus-zum-antisemitismus/

Traduction anglaise publiée en 2019 sur le site des éditions Ça Ira, https://www.ca-ira.net/verein/positionen-und-texte/joachim-bruhn-from-anti-zionism-to-antisemitism/#_ftn1

Traduit de l'allemand en anglais par Erik Ahrens et de l'anglais et allemand en français par Memphis Krickeberg pour le blog Solitudes intangibles en 2019.

1 Le substantif allemand « das Volk » (« le peuple ») a un triple sens. Tout d'abord, il peut se référer aux habitants d'un lieu, « les citadins « , comme dans « Viel Volk war auf den Straßen » soit « beaucoup de gens étaient dans la rue » ; ce sens est largement synonyme du mot « Bevölkerung » soit « population ». Deuxièmement, il s'agit d'un collectif ethnique et/ou national comme dans « Das deutsche Volk » soit « le peuple allemand », qui, selon que le locuteur croit en l'ethnique *ius sanguinis* ou le civil *ius soli*, signifie « peuple de sang allemand « ou « citoyens allemands » ; Joachim Bruhn a critiqué ces deux définitions comme des oscillations idéologiques autour du problème central de la subjectivation capitaliste (voir Bruhn 1994, « Unmensch und Übermensch »). Troisièmement, « Volk » a été et continue d'être utilisé par la gauche politique, y compris les marxistes, pour faire référence à des notions allant du « petit peuple » encensé aux « peuples opprimés » adorés. Ce que Bruhn dit ci-dessus doit donc être compris en ce sens que les antisionistes de gauche et de droite appréhendent l'État juif par rapport à leur notion respective d'un authentique *Volk*. Par la suite, chaque apparition de *Volk* dans le texte est traduite par *peuple*.

2« Die Volksgemeinschaft », « la communauté populaire », une notion politique apparue au XIXe siècle : ses implications sont celles d'une communauté définie par une descendance commune, un héritage culturel et des intérêts communs, par opposition à une société définie par une éticité abstraite, l'individualisme et des luttes internes (de classe). Propagé dès la Première Guerre mondiale par les autorités impériales allemandes, la « Volksgemeinschaft » et son idée concomitante du « Lebensraum » (« habitat », encore utilisée en référence aux espèces animales) est devenue une idéologie d'État hégémonique avec la prise du pouvoir par les national-socialistes en 1933. Dans le passé, Bruhn et d'autres ont critiqué la République fédérale d'Allemagne, ainsi que l'ancienne RDA, en tant que continuation de la *Volksgemeinschaft* sous le couvert de la démocratie libérale et du socialisme d'Etat.

3 Michael Kühnen (1955-1991) était un néonazi allemand et chef du Front d'action des nationalistes socialistes/activistes nationaux (*Aktionsfront Nationaler Sozialisten/Nationale Aktivisten*) et, jusqu'à sa mort, un soi-disant *Führer* du *Freiheitliche Deutsche Arbeiterpartei* (Parti allemand libre des travailleurs). Tout au long des années 1980, Kühnen et d'autres ont lancé la *Antizionistische Aktion* (« Action antisioniste », nommée clairement en référence à la « Antifaschistische Aktion », « Action antifasciste »), qui appelait à « lutter contre le sionisme » et diffusait de la propagande contre Israël, les États-Unis d'Amérique (qu'ils avaient condamnés comme État fantoche sioniste) et les Juifs allemands.